

# Ressources et emplois de la PEEC Données prévisionnelles 2016

## L'ESSENTIEL

La présente note présente une analyse des données prévisionnelles 2016 des CIL répondants, ces données étant confrontées aux données exhaustives issues des recueils provisoire 2015 et définitif 2014 permettant ainsi de réaliser des prévisions sur l'exercice 2016 pour l'ensemble des organismes.

Selon les données recueillies, les ressources de la P(S)EEC devraient diminuer de 6,4% en 2016. En intégrant une mobilisation de l'intégralité des possibilités ouvertes par l'emprunt CDC (soit 790 millions d'euros de tirage additionnel disponible), le niveau de ressources attendu en 2016 serait compris entre 4 245 millions d'euros et 4 293 millions d'euros.

Concernant les emplois directs hors politiques nationales, leur niveau enregistrerait en 2016 une hausse de 17,3%, soit un niveau de 2 813 millions d'euros, tandis que les financements affectés aux politiques publiques nationales s'élèveraient à 1 059 millions d'euros, d'où un niveau global d'emplois d'environ 3 872 millions d'euros prévu par Action Logement.

1	CARACTÉRISTIQUES DES DONNÉES PRÉVISIONNELLES DÉCLARÉES PAR LES CIL .....	2
2	ÉVOLUTION PRÉVISIONNELLE DES RESSOURCES DE LA P(S)EEC EN 2016 .....	2
3	ÉVOLUTION PRÉVISIONNELLE DES EMPLOIS DE LA P(S)EEC EN 2016.....	4

- ✓ Ce document présente une synthèse de l'exploitation des données prévisionnelles 2016 déclarées par les CIL. Les informations recueillies correspondent aux contenus réglementaires des documents prévisionnels et de gestion (articles L612-1 à L612-3 du Code de commerce) tels qu'ils doivent être arrêtés par les conseils d'administration.
- ✓ Le recueil des données prévisionnelles est réalisé annuellement avec un délai de réponse fixé le 17 du mois de mai de l'année de référence.
- ✓ Il forme avec le recueil intermédiaire réalisé en cours d'année le cycle de recueil permettant d'établir des prévisions à court terme sur les emplois, les ressources et la situation de trésorerie des collecteurs.

# 1 CARACTÉRISTIQUES DES DONNÉES PRÉVISIONNELLES DÉCLARÉES PAR LES CIL

Les données prévisionnelles de l'exercice 2016 devaient être déclarées par les CIL à l'Agence avant le 17 mai 2016. Les données analysées dans la présente note ont été arrêtées au 27 mai 2016. Quelques organismes ne respectent pas l'obligation légale d'établissement des documents prévisionnels et de gestion prévus à l'article L.612-2 du Code de commerce. Au 27 mai 2016, sur les 20 organismes existant au premier trimestre 2016, **15 CIL ont répondu au recueil de données prévisionnelles de manière définitive et exhaustive. Ces répondants représentent 87,6% de la collecte obligatoire totale reçue sous forme de subventions en 2015 (données provisoires). Parmi les cinq organismes n'ayant pas transmis en 2016 de déclarations recevables, quatre ne l'avaient également pas fait en 2015.**

L'analyse des tendances attendues pour l'année 2016 développée ci-après concerne les fonds PEEC (Participation des Employeurs à l'Effort de Construction) et PSEEC (Participation Supplémentaire des Employeurs à l'Effort de Construction). Les agrégats présentés dans cette note ne recouvrent pas l'exhaustivité des emplois et des ressources, mais portent sur leurs principales composantes et excluent quelques éléments accessoires.

## 2 ÉVOLUTION PRÉVISIONNELLE DES RESSOURCES DE LA P(S)EEC EN 2016

Selon les données prévisionnelles déclarées par les 15 organismes retenus dans le champ de la présente note, **les ressources de la P(S)EEC diminueraient de 6,4% en 2016 par rapport à l'exercice 2015** (voir Tableau 2.1 ci-dessous après). La variation observée entre 2014 et 2015 sur les données exhaustives<sup>1</sup> (+3,6%) étant légèrement plus prononcée que celle calculée avec les données du champ réduit<sup>2</sup> (+3,5%), la baisse globale pour les 20 CIL pourrait être légèrement supérieure à celle des prévisions transmises par les 15 CIL déclarants.

Tableau 2.1 : Synthèse des ressources de 2014 à 2016

Données en millions d'euros

Rubriques	Champ réduit (15 CIL) <sup>2</sup>					Données exhaustives (20 CIL)		
	Prévision 2016	Provisoire 2015	Variation 2016/2015	Définitif 2014	Variation 2015/2014	Provisoire 2015	Définitif 2014	Variation 2015/2014
Collecte sous forme de subventions	1 337,23	1 329,18	+ 0,6%	1 316,17	+ 1,0%	1 518,04	1 502,51	+ 1,0%
Collecte brute sous forme de prêts	290,68	293,93	- 1,1%	283,56	+ 3,7%	323,51	312,76	+ 3,4%
<b>Collecte brute totale P(S)EEC (A)</b>	<b>1 627,90</b>	<b>1 623,12</b>	<b>+ 0,3%</b>	<b>1 599,74</b>	<b>+ 1,5%</b>	<b>1 841,55</b>	<b>1 815,27</b>	<b>+ 1,4%</b>
Remboursement collecte sous forme de prêts	171,88	153,28	+ 12,1%	128,89	+ 18,9%	162,34	137,68	+ 17,9%
<b>Collecte nette totale P(S)EEC (B)</b>	<b>1 456,02</b>	<b>1 469,84</b>	<b>- 0,9%</b>	<b>1 470,85</b>	<b>- 0,1%</b>	<b>1 679,21</b>	<b>1 677,59</b>	<b>+ 0,1%</b>
Filiales et autres entreprises liées	184,45	182,93	+ 0,8%	175,38	+ 4,3%	199,69	191,84	+ 4,1%
Autres participations	37,68	61,72	- 38,9%	57,62	+ 7,1%	86,58	74,62	+ 16,0%
Autres personnes morales	382,09	374,22	+ 2,1%	332,54	+ 12,5%	403,24	371,13	+ 8,6%
<b>Retours Prêts Personnes morales (C)</b>	<b>604,22</b>	<b>618,87</b>	<b>- 2,4%</b>	<b>565,54</b>	<b>+ 9,4%</b>	<b>689,51</b>	<b>637,59</b>	<b>+ 8,1%</b>
<b>Retours Prêts Personnes physiques (D)</b>	<b>734,41</b>	<b>854,53</b>	<b>- 14,1%</b>	<b>837,20</b>	<b>+ 2,1%</b>	<b>1 006,85</b>	<b>986,30</b>	<b>+ 2,1%</b>
<b>Retours Prêts (C+D)</b>	<b>1 338,63</b>	<b>1 473,40</b>	<b>- 9,1%</b>	<b>1 402,74</b>	<b>+ 5,0%</b>	<b>1 696,36</b>	<b>1 623,89</b>	<b>+ 4,5%</b>
<b>Ressources P(S)EEC (B+C+D)</b>	<b>2 794,65</b>	<b>2 943,24</b>	<b>- 5,0%</b>	<b>2 873,59</b>	<b>+ 2,4%</b>	<b>3 375,57</b>	<b>3 301,49</b>	<b>+ 2,2%</b>
<b>Emprunt CDC (E)</b>	<b>551,37</b>	<b>632,25</b>	<b>- 12,8%</b>	<b>580,73</b>	<b>+ 8,9%</b>	<b>715,23</b>	<b>645,46</b>	<b>+ 10,8%</b>
<b>Ressources P(S)EEC y compris emprunt CDC (B+C+D+E)</b>	<b>3 346,02</b>	<b>3 575,49</b>	<b>- 6,4%</b>	<b>3 454,32</b>	<b>+ 3,5%</b>	<b>4 090,80</b>	<b>3 946,95</b>	<b>+ 3,6%</b>

Source : ANCOLS (recueil prévisionnel exercice 2016 ; recueil provisoire exercice 2015 ; recueils définitif exercice 2014)

<sup>1</sup> Les données exhaustives correspondent aux données déclarées dans les recueils provisoires (exercice 2015) et définitifs (exercice 2014) par les 20 organismes actifs au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

<sup>2</sup> Le champ réduit correspond aux données des 15 organismes ayant répondu au recueil prévisionnel 2016 de façon définitive et exhaustive.

Les données fournies par les 15 organismes dont les déclarations ont pu être analysées anticipent une collecte brute totale P(S)EEC qui devrait atteindre 1 628 millions d'euros en 2016, soit 0,3% de plus qu'en 2015. Après déduction de 172 millions d'euros au titre des remboursements de la collecte P(S)EEC antérieurement reçue et échue en 2016, nous aboutissons à une collecte nette de 1 456 millions d'euros en 2016 soit une baisse de 0,9% par rapport à 2015. La variation constatée pour ces organismes en 2015 par rapport à 2014 (-0,1%) étant légèrement inférieure à la progression globale observée sur la même période (+0,1%), la collecte nette totale P(S)EEC attendue en 2016 pour les 20 CIL devrait connaître une baisse proche de 0,9% par rapport à 2015 et son niveau devrait ainsi avoisiner 1 663 millions d'euros<sup>3</sup>. Cette baisse est cependant à nuancer du fait de l'approche prudente des organismes aboutissant souvent à des prévisions bien inférieures aux montants réellement constatés. Ainsi leurs données prévisionnelles 2015 annonçaient une baisse de la collecte de 1,7%, alors qu'elle a progressé de 0,1% d'après les données provisoires 2015.

Par ailleurs, les prévisions réalisées par l'Agence, à partir de données macro-économiques, indiquent que le montant de la collecte nette totale P(S)EEC pourrait atteindre 1 676 millions d'euros en 2016, soit une collecte brute estimée à 1 862 millions d'euros de laquelle se déduisent 186 millions d'euros de remboursements aux entreprises de la PEEC antérieurement reçue sous forme de prêts et qui est à échoir en 2016. La tendance qui résulte des données macro-économiques est très proche des prévisions des organismes, sachant que les prévisions de l'Agence n'incluent pas la collecte prévue au titre de la PSEEC dont le niveau est non significatif.

Les retours de prêts à personnes morales devraient atteindre, pour les CIL répondants, 604 millions d'euros en 2016 soit 2,4% de moins qu'en 2015 (voir Tableau 2.1 ci-avant). Bien que la hausse observée en 2015 sur le champ réduit (+9,4%) soit plus forte que celle du champ exhaustif (+8,1%), le champ correspondant aux données manquantes ne représente pas une quotité susceptible d'inverser la tendance prévisionnelle du champ réduit et l'évolution en 2016 des retours de prêts à personnes morales pour l'ensemble des CIL devrait avoisiner -2,4%, soit un niveau de retours attendus de 673 millions d'euros<sup>4</sup>.

Quant aux retours de prêts à personnes physiques, l'analyse des données des 15 organismes répondants permet d'anticiper pour 2016 une diminution de 14,1% par rapport à 2015, soit un montant de 734 millions d'euros (voir Tableau 2.1 ci-avant). La variation constatée pour ces organismes en 2015 (+2,1%) étant identique à l'évolution globale, la variation effective attendue pour l'exercice 2016 devrait avoisiner les -14,1%. Il en résulterait un niveau des retours de prêts à personnes physiques d'environ 865 millions d'euros pour l'ensemble des organismes.<sup>5</sup>

En résumé, la tendance prévue en 2016 pour les retours de prêts des 15 CIL dont les données ont pu être examinées s'inscrit dans la continuité de celle observée depuis 2010. En effet, les retours de prêts devraient continuer à diminuer. Pour 2016, ils devraient s'élever à 1 339 millions d'euros pour le champ réduit, soit une diminution de 9,1% par rapport à 2015. La structure de l'évolution constatée en 2015 pour ces mêmes organismes étant relativement proche de celle déterminée à partir des données exhaustives, le montant global des retours de prêts pour les 20 CIL devrait approximativement atteindre 1 541 millions d'euros<sup>6</sup>, sachant

<sup>3</sup> L'estimation est obtenue en appliquant la variation prévisionnelle attendue en 2016 (-0,9% sur la base du champ réduit) au total issu des données exhaustives provisoires de l'exercice 2015 (1 679,21), soit :  $1\ 663 \approx 1\ 679,21 * (1 - 0,9\%)$ .

<sup>4</sup>  $673 \approx 689,51 * (1 - 2,4\%)$ .

<sup>5</sup>  $865 \approx 1\ 006,85 * (1 - 14,1\%)$ .

<sup>6</sup>  $1\ 541 \approx 673,19 + 865,32$  ; cf. notes de bas de page 3 et 4 ci-dessus.



que les prévisions de l'Agence, réalisées à partir des échéanciers de prêts communiqués par les organismes, anticipent un montant de 1 480 millions d'euros dont 1 253 millions d'euros au titre des retours sur prêts antérieurs. Le niveau réel des retours de prêts de l'exercice 2016 devrait donc se situer entre 1 480 millions d'euros et 1 541 millions d'euros.

Concernant le flux net lié à l'emprunt CDC, il devrait atteindre 551 millions d'euros en 2016 pour le champ réduit, soit 12,8% de moins qu'en 2015. Les prévisions réalisées par l'Agence, à partir de données macro-économiques et du cadrage financier de l'UESL permettent de prévoir pour l'année 2016 un niveau de mobilisation de l'emprunt CDC de 299 millions d'euros net des remboursements, sachant que par rapport à l'enveloppe globale, il subsisterait une marge de 790 millions d'euros non encore mobilisés par l'UESL, soit un montant global potentiel de 1 089 millions d'euros.

Au total, dans l'hypothèse d'une mobilisation de l'emprunt CDC correspondant au minimum prévu par l'UESL, le montant des ressources nettes attendues pour 2016 devrait se situer entre 3 455 millions d'euros (1 676 millions d'euros de collecte nette, 1 480 millions d'euros de retours de prêts et 299 millions d'euros d'emprunt CDC) selon les prévisions de l'ANCOLS et 3 503 millions d'euros (1 663 millions d'euros de collecte nette, 1 541 millions d'euros de retours de prêts et 299 millions d'emprunt CDC) selon les données des collecteurs. La mobilisation d'une marge additionnelle de 790 millions d'euros disponible sur l'emprunt CDC permettrait d'atteindre un niveau de ressources compris entre 4 245 millions d'euros (selon les prévisions de l'Agence) et 4 293 millions d'euros (selon les prévisions des collecteurs).

### 3 ÉVOLUTION PRÉVISIONNELLE DES EMPLOIS DE LA P(S)EEC EN 2016

Le montant total des emplois directs au titre de la P(S)EEC, observé au niveau des 15 collecteurs associés de l'UESL composant le champ réduit, devrait s'élever en 2016 à 2 453 millions d'euros, soit 17,3% de plus qu'en 2015 (voir Tableau 3.1 ci-dessous), résultat d'une importante augmentation des concours directs au profit des personnes morales (+21,5%) combinée avec l'augmentation des financements directs au profit des personnes physiques (+9,0%).

Tableau 3.1 : Synthèse des emplois de 2014 à 2016

Données en millions d'euros

Rubriques	Champ réduit (15 CIL)					Données exhaustives (20 CIL)		
	Prévision 2016	Provisoire 2015	Variation 2016/2015	Définitif 2014	Variation 2015/2014	Provisoire 2015	Définitif 2014	Variation 2015/2014
Prêts Personnes morales et AFL	1 240,44	1 038,87	+ 19,4%	1 018,86	+ 2,0%	1 187,68	1 142,46	+ 4,0%
Souscription de titres	229,28	199,50	+ 14,9%	171,60	+ 16,3%	223,35	198,64	+ 12,4%
Subventions versées Personnes morales	229,52	160,48	+ 43,0%	208,96	- 23,2%	174,98	235,61	- 25,7%
<b>Concours totaux Personnes morales (A)</b>	<b>1 699,25</b>	<b>1 398,85</b>	<b>+ 21,5%</b>	<b>1 399,42</b>	<b>- 0,0%</b>	<b>1 586,01</b>	<b>1 576,71</b>	<b>+ 0,6%</b>
Prêts Personnes physiques	670,78	624,29	+ 7,4%	735,32	- 15,1%	730,05	847,55	- 13,9%
Subventions versées Personnes physiques	82,66	66,95	+ 23,5%	61,64	+ 8,6%	78,13	72,83	+ 7,3%
<b>Concours totaux Personnes physiques (B)</b>	<b>753,44</b>	<b>691,24</b>	<b>+ 9,0%</b>	<b>796,95</b>	<b>- 13,3%</b>	<b>808,18</b>	<b>920,38</b>	<b>- 12,2%</b>
<b>Emplois directs des collecteurs (C = A+B)</b>	<b>2 452,69</b>	<b>2 090,09</b>	<b>+ 17,3%</b>	<b>2 196,37</b>	<b>- 4,8%</b>	<b>2 394,19</b>	<b>2 497,09</b>	<b>- 4,1%</b>
Prêts Politiques Publiques Nationales (D)								
Subventions Politiques Publiques Nationales (E)	929,74	1 059,99	- 12,3%	1 050,46	+ 0,9%	1 209,61	1 193,43	+ 1,4%
<b>Emplois P(S)EEC (C+D+E)</b>	<b>3 382,43</b>	<b>3 150,07</b>	<b>+ 7,4%</b>	<b>3 246,83</b>	<b>- 3,0%</b>	<b>3 603,80</b>	<b>3 690,52</b>	<b>- 2,3%</b>

\* La présentation des données ne permet pas d'isoler le détail des subventions aux Politiques Nationales. Les subventions de financement de l'APAGL et de la GRL composent donc les Subventions politiques Publiques Nationales mais nous considérons que leur part est marginale.

Source : ANCOLS (recueil prévisionnel exercice 2016 ; recueil provisoire exercice 2015 ; recueils définitif exercice 2014)

L'augmentation des concours directs aux personnes morales de 21,5% au titre de l'année 2016 résulte d'une croissance combinée des subventions de 43,0%, des prêts aux personnes morales et AFL de 19,4% et souscriptions de titres de 14,9%.

Concernant le groupe Action Logement (cf. Tableau 3.2, page 5), les financements accordés aux personnes morales devraient atteindre 653 millions d'euros à champ réduit, soit 0,7% de moins qu'en 2015. La baisse observée en 2015 pour ces mêmes organismes (-0,5%) étant relativement proche de celle observée pour les 20 CIL (-1,3%), **les financements accordés au groupe Action Logement devraient donc atteindre environ 733 millions d'euros en 2016** dont 616 millions d'euros<sup>7</sup> pour les filiales et entreprises liées et 117 millions d'euros<sup>8</sup> pour l'AFL.

Quant aux financements hors groupe Action Logement, ces dernières devraient s'élever à 1 199 millions d'euros en 2016 pour les 15 organismes dont les données sont exploitables, soit 41,1% de plus qu'en 2015. La hausse observée en 2015 de 0,3% étant plus faible qu'à champ exhaustif (2,3%), **les financements hors groupe Action Logement devraient atteindre au minimum 1 199 millions d'euros en 2016** soit 227 millions d'euros<sup>9</sup> au titre des autres participations et 972 millions d'euros<sup>10</sup> au titre des autres personnes morales.

Au global, la variation nulle déterminée en 2015 sur le champ réduit pour les financements accordés aux personnes morales étant proche de celle constatée sur les données exhaustives (+0,6%), l'augmentation réelle pour l'ensemble du périmètre en 2016 devrait être semblable à celle prévue par les organismes dont les données sont exploitables. **Les concours aux personnes morales devraient donc avoisiner 1 932 millions d'euros<sup>11</sup> en 2016** (733 millions d'euros pour le groupe Action Logement et 1 199 millions d'euros pour le hors Groupe Action Logement).

Tableau 3.2 : Concours aux personnes morales de 2014 à 2016

Données en millions d'euros

Rubriques	Champ réduit (15 CIL)					Données exhaustives (20 CIL)		
	Prévision 2016	Provisoire 2015	Variation 2016/2015	Définitif 2014	Variation 2015/2014	Provisoire 2015	Définitif 2014	Variation 2015/2014
Prêts	282,02	293,24	- 3,8%	270,81	+ 8,3%	320,79	301,76	+ 6,3%
Titres	229,28	199,50	+ 14,9%	171,60	+ 16,3%	223,35	198,64	+ 12,4%
Subventions	44,20	37,64	+ 17,4%	46,57	- 19,2%	42,96	52,03	- 17,4%
<b>Filiales et autres entreprises liées (A)</b>	<b>555,50</b>	<b>530,38</b>	<b>+ 4,7%</b>	<b>488,98</b>	<b>+ 8,5%</b>	<b>587,11</b>	<b>552,43</b>	<b>+ 6,3%</b>
Prêts	97,63	127,15	- 23,2%	171,59	- 25,9%	152,78	197,10	- 22,5%
Titres								
Subventions								
<b>AFL (B)</b>	<b>97,63</b>	<b>127,15</b>	<b>- 23,2%</b>	<b>171,59</b>	<b>- 25,9%</b>	<b>152,78</b>	<b>197,10</b>	<b>- 22,5%</b>
<b>Groupe Action Logement (C=A+B)</b>	<b>653,13</b>	<b>657,53</b>	<b>- 0,7%</b>	<b>660,58</b>	<b>- 0,5%</b>	<b>739,89</b>	<b>749,54</b>	<b>- 1,3%</b>
Prêts	126,69	80,52	+ 57,3%	78,20	+ 3,0%	121,48	99,16	+ 22,5%
Titres								
Subventions	29,94	20,13	+ 48,8%	20,09	+ 0,2%	24,09	29,96	- 19,6%
<b>Autres participations (D)</b>	<b>156,63</b>	<b>100,65</b>	<b>+ 55,6%</b>	<b>98,29</b>	<b>+ 2,4%</b>	<b>145,57</b>	<b>129,13</b>	<b>+ 12,7%</b>
Prêts	734,11	537,96	+ 36,5%	498,25	+ 8,0%	592,63	544,43	+ 8,9%
Titres								
Subventions	155,38	102,71	+ 51,3%	142,30	- 27,8%	108,00	153,62	- 29,7%
<b>Autres personnes morales (E)</b>	<b>889,48</b>	<b>640,67</b>	<b>+ 38,8%</b>	<b>640,55</b>	<b>+ 0,0%</b>	<b>700,63</b>	<b>698,05</b>	<b>+ 0,4%</b>
<b>Hors groupe Action Logement (F=D+E)</b>	<b>1 046,11</b>	<b>741,32</b>	<b>+ 41,1%</b>	<b>738,84</b>	<b>+ 0,3%</b>	<b>846,20</b>	<b>827,18</b>	<b>+ 2,3%</b>
<b>Concours Personnes morales P(S)EEC (C+F)</b>	<b>1 699,25</b>	<b>1 398,85</b>	<b>+ 21,5%</b>	<b>1 399,42</b>	<b>- 0,0%</b>	<b>1 586,09</b>	<b>1 576,71</b>	<b>+ 0,6%</b>

Source : ANCOLS (recueil prévisionnel exercice 2016 ; recueil provisoire exercice 2015 ; recueils définitif exercice 2014)

**Les emplois directs destinés aux personnes physiques** (cf. Tableau 3.1, page 4) devraient quant à eux atteindre en 2016 et pour le champ réduit 753 millions d'euros, soit 9,0% de plus qu'en 2015. La baisse de 13,3% constatée en 2015 sur le champ réduit étant légèrement plus forte que la variation déterminée à partir des

<sup>7</sup> 616 ≈ 587,11 \* (1 + 4,7%).

<sup>8</sup> 117 ≈ 152,78 \* (1 - 23,2%).

<sup>9</sup> 227 ≈ 145,57 \* (1 + 55,6%).

<sup>10</sup> 972 ≈ 700,63 \* (1 + 38,8%).

<sup>11</sup> 1 926 ≈ 1 586,01 \* (1 + 21,5%).

données exhaustives (-12,2%), l'évolution prévue en 2016 pour les 20 CIL devrait donc, selon les données des collecteurs, avoisiner **une baisse de 9,0%, soit au maximum 881 millions d'euros**<sup>12</sup>.

Au total, **le montant prévisionnel des emplois directs des collecteurs ne devrait donc pas excéder 2 813 millions d'euros** au titre de l'année 2016.

Quant au financement des politiques publiques nationales, la présentation des données du recueil prévisionnel ne permettant pas d'isoler les subventions au titre de l'APAGL et de la GRL, ces dernières sont donc comprises dans les subventions aux politiques publiques nationales. Toutefois, leur montant est relativement faible par rapport aux subventions pour les politiques publiques nationales.

Sous la réserve ci-dessus formulée et selon les données des collecteurs, l'impact des **subventions pour le financement des politiques publiques nationales** devrait atteindre 930 millions d'euros sur le champ réduit pour l'exercice 2016, soit une diminution de 12,3%.

Les politiques nationales étant une composante exogène pour les organismes, les prévisions de ces derniers peuvent ne pas être réellement prédictives des niveaux qui seront réellement observés, compte tenu notamment des ajustements susceptibles d'être mis en œuvre par l'UESL. **Sur la base de la Convention quinquennale 2015-2019 en date du 2 décembre 2014 entre l'État et l'UESL - Action Logement et modifiée par l'avenant n°1 du 21 juillet 2016, le montant des subventions pour le financement des politiques publiques nationales devraient s'élever à 1 059 millions d'euros (dont un financement de 850 millions d'euros pour l'ANRU, 100 millions d'euros pour l'ANAH et une contribution de 100 millions d'euros pour le FNAL) pour la même année et pour l'ensemble des CIL.**

Ainsi, le niveau des emplois de l'année 2016 ne devrait pas excéder 3 872 millions d'euros selon les données des collecteurs et de l'UESL alors que le niveau de ressources attendues devrait être compris entre 4 241 millions d'euros et 4 293 millions d'euros.

---

<sup>12</sup> 881 ≈ 808,18 \* (1 + 9,0%).

